

Forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale

www.fsms-org.br

IVème Forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale.

Systèmes Universels de Sécurité Sociale :

Une construction possible et nécessaire
pour la garantie des Droits de l'Homme.

3 au 6 février 2011

DAKAR – Sénégal

Qu'est ce que le Forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale :

Le forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale est un espace thématique du Forum Social Mondial, orienté par les mêmes principes de pluralité, diversité et singularité.

Il ne comporte aucun caractère confessionnel, gouvernemental ou partisan. Il se propose de construire des dialogues et des actions conjointes avec la société civile mondiale impliquée dans la lutte pour le Droit Humain à la Santé et à la Sécurité Sociale. Il considère la Santé et la Sécurité Sociale comme un bien public et s'oppose au discours et à la pratique de ceux qui les situent dans le champ du marché économique pour en tirer uniquement des profits lucratifs.

Histoire du Forum :

Le premier Forum Social Mondial de la Santé a eu lieu en 2005, à Porto Alegre, Brésil.

Un certain nombre de propositions pour le secteur de la Santé ont été émises, à l'issue de ce premier événement, dans la déclaration finale. Elle a également projeté la tenue de Forum Continentaux de la Santé pour 2006, et celle du 2ème Forum Mondial de la Santé pour 2007.

Dans l'esprit du Forum Social Mondial qui affirme la possibilité et la nécessité d'"Un Autre Monde Possible", le 1^{er} Forum Mondial de la Santé a débattu de la nécessité de construire un système de santé public pour toutes et tous.

La seconde édition du Forum a eu lieu à Nairobi, au Kenya, en Afrique avec le slogan : "La Santé en Afrique : Le Miroir du Monde". Les participants ont débattu de la situation du droit à la santé sur le continent africain, et ont déduit de cette réalité que la situation en Afrique est un reflet du droit à la santé dans le monde.

La 1^{er} Conférence Mondiale (du 1^{er} au 5 décembre à Brasilia) fut une des actions planifiées à Nairobi, dans le but d'introduire un débat mondial sur la Sécurité Sociale entre les gouvernements et la Société Civile.

La 3^{ème} édition du Forum eu lieu à Bélem, au Brésil en janvier 2009. Au plus fort de la crise économique internationale, le Forum a débattu de l'impact de la crise sur les différents systèmes de Sécurité Sociale et a confirmé la nécessité de réunir la 1^{ère} Conférence Mondiale, comme déjà projeté à Nairobi. Le ministre de la Santé du Brésil, José Gomez Temporao garantit alors le soutien du gouvernement Brésilien pour la réalisation de cette manifestation. Le document final du Forum réunit les principaux thèmes abordés, et, parmi eux, la position du Forum sur la crise économique mondiale, en soulignant qu'il s'agissait là d'une crise systémique du néolibéralisme, propre au capitalisme lui-même.

De plus, conclu le document, cette situation aggrave la crise sociale des dernières décennies, comme la crise humanitaire et sanitaire dans une grande partie de la planète, avec de profonds retentissements dans le champ alimentaire et environnemental, atteignant un paroxysme tragique dans les pays de l'Afrique sub-saharienne.

La Première Conférence Mondiale sur le développement des Systèmes Universels de Sécurité Sociale à Brasilia, en 2010, et l'appel pour le IV^{ème} Forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale à Dakar en 2011 :

Deux moments fondamentaux pour la construction d'un calendrier mondial pour les Droits de l'Homme, avec comme axe principal, le développement associé à la justice sociale.

La Conférence Mondiale sur le développement des Systèmes Universels de Sécurité Sociale est née de la préoccupation du 2^{ème} Forum Social Mondial de la Santé réuni à Nairobi en 2007, de bâtir un calendrier sur la recherche d'un nouveau modèle de développement, orienté vers les "Droits Humains Intégraux", et non seulement à partir des forums sociaux, qui constituent des espaces autonomes pour les mouvements sociaux et politiques, mais dans un dialogue constructif avec les gouvernements qui ont manifesté leur accord pour l'universalisation des Droits de l'Homme.

Pour cela, est née l'idée d'une Conférence qui intègre représentants gouvernementaux et non gouvernementaux dans un dialogue démocratique fondé sur la construction d'un processus universel et équitable, dans le sens de l'égalité recherchée par le système des Droits de l'Homme.

Une fois déterminée la construction de cet espace, originellement dédié à l'universalisation du Droit à la Santé, nous avons vite réalisé que le Droit à la Santé ne pouvait être traité hors d'une approche systématique de l'ensemble des Droits. Pour cette raison, nous fumes fondés à proposer un débat sur un système de protection sociale qui inclurait non seulement la Santé mais la Sécurité Civile, comme un concept réunissant le droit à une libre expression et à la liberté d'organisation, l'accès à la justice, le droit à l'identité sociale, raciale, ethnique, de génération, de genre et de comportement sexuel, de croyance religieuse et politique – et le concept de Sécurité Sociale incluant le droit à la Santé, au travail, à la retraite, aux protections spécifiques, à l'assistance sociale, à l'éducation, au logement, en lien avec le droit à la sécurité économique – revenu minimum, accès au crédit et aux moyens de production, accès à la terre et à la justice fiscale.

Conscient que l'extension du concept de système de protection sociale est issue des Droits de l'Homme, nous avons défini un certain nombre d'éléments sur lesquels travailler dans l'immédiat : le travail, les retraites et les protections spécifiques, le revenu minimum et la santé, pour inclure ces éléments au centre d'un dialogue qui associe le développement avec la justice sociale et l'égalité, comme approche stratégique pour régler les dettes sociales du passé et du présent et proposer que l'économie retourne au sein de la société en lui permettant de se la réapproprier, afin d'éviter la marchandisation ou la manipulation des Droits.

Nous avons souligné, dans le contexte de la crise mondiale, et pour répondre au défi des pays de l'O.C.D.E. comme des pays émergents à moyens et faibles revenus, la nécessité d'élaborer un calendrier pour les protections sociales, qui protège les conquêtes historiques, et puisse promouvoir universellement ces acquis dans les sociétés qui n'en ont pas bénéficié, en considérant cela comme un acte fondateur d'une nouvelle civilisation, fondée sur les principes des Droits de l'Homme dans leur intégralité.

Placer l'universalisation de la Santé Sociale dans l'agenda mondial pour affronter la crise est un objectif politique de la Conférence Mondiale, en construisant un point de rencontre entre les gouvernements et la société Civile Internationale. Nous connaissons les différentes initiatives pour l'universalisation de la part de l'O.I.T. et l'O.M.S. par exemple, mais nous craignons que leur traduction soit souvent celle d'un universalisme basique qui en limite et en relativise les bénéficiaires, créant ainsi différentes catégories de

citoyens, en fonction de leurs capacités contributives, et ignorant les Droits de l'Homme comme Universels, intégraux et équitables. La référence à l'équité nous oblige à penser une façon de rendre accessible à tous et à toutes ce qui, actuellement, demeure le privilège d'une minorité.

La première conférence se propose de constituer un repère initial dans ce débat, pour que nous puissions envisager des aspirations plus élevées pour l'Humanité, au-delà des objectifs régressifs de l'O.D.M.

Nous espérons construire une seconde Conférence dans 2 ans pour fortifier l'impulsion donnée au débat international, et nous croyons que la Société Civile Brésilienne, et le Gouvernement du Brésil, pourront jouer un rôle fondamental pour faire avancer cette initiative.

Lorsque nous plaçons le droit universel à la Santé dans le cadre d'un système de protection sociale qui dialogue avec les facteurs déterminants la Santé et la maladie, et quand nous associons la Santé à un système de sécurité sociale susceptible de donner des réponses au défi posé par ces facteurs, nous projetons le débat sur le type d'Etat et de Démocratie que nous voulons.

Cela prouve la nécessité du débat sur le Droit à la Santé dans le contexte de calendriers stratégiques pour la construction démocratique de l'Etat et des relations sociales, puis d'orienter l'agenda vers un objectif de justice globale, et nous amène à appeler à la tenue du IVème Forum Social de la Santé et de la Sécurité Sociale dans le cadre prévu du Forum Social de Dakar, au Sénégal.

Les 3, 4, 5 et 6 février 2011, dans les locaux de la Faculté de Médecine de l'Université de Dakar, nous organiserons un débat sur la Santé et la Sécurité Sociale, en tant que Droits Humains Universels, qui exige un état institutionnel cohérent, pour la construction de politiques démocratiques capables de soutenir une forme non mercantile de traitement des droits humains, en cherchant une définition des responsabilités de l'état et des relations entre les états pour combattre le libéralisme économique et sa croyance aveugle dans des mécanismes d'un marché qui ne respecte aucunement les aspirations sociales.

Il s'agit de la confrontation entre développement équitable et croissance économique, y compris le marché de la consommation, étant bien entendu, que cette dernière doit se soumettre au premier, afin de parvenir à l'insertion sociale de toute la population et à un changement dramatique dans le contrôle du marché et de l'économie dans l'intérêt du bien commun, et pour l'élaboration de valeurs et de biens publics.

De cette façon, le IV Forum Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale recherchera un débat qui oriente les mouvements politiques, sociaux et

syndicaux dans une perspective de construction de systèmes universels de Sécurité Sociale. Ce débat s'inscrira dans le contexte de la réalité Africaine et d'une alliance avec la pensée Atlantique – l'alliance politique entre les mouvements d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe – dans un calendrier qui projette une orientation vers un développement équitable, et vers une refondation des relations économiques nationales et internationales pour que cette orientation soit concrètement possible.

A Dakar, nous aurons l'opportunité d'explorer les concepts, les méthodes, et de partager nos expériences dans cette perspective, en donnant corps à un processus où nous verrons qu'il est politiquement possible de lutter pour les Droits de l'Homme, dans chaque pays, pour le développement de systèmes universels de Sécurité Sociale, et de les bâtir économiquement à travers la lutte pour la redistribution des richesses nationales et pour la réorientation des ressources internationales disponibles pour la coopération et pour de justes relations économiques.

Dans le contexte du Forum Social Mondial de Dakar, nous partagerons des espaces communs pour discuter de la diaspora africaine contemporaine, représentée par la migration économique, entre autres des professionnels de la Santé, et nous chercherons à projeter, avec les mouvements du Forum Social et du Forum Social de la Santé, les espaces nécessaires pour débattre et échanger sur le IVème Forum Social de la Santé et de la Sécurité Sociale, comme sur la 1^{er} Conférence Mondiale.

Notre défi, maintenant, sera de construire l'appel et le programme pour le IVème Forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale (FSMS) et de mobiliser pour faire de Dakar un important lieu de lutte pour les Droits Humains Universels en matière de Santé et de Sécurité Sociale, et pour les inscrire définitivement dans le débat sur le développement, la justice sociale, et le dépassement de la crise, avec une orientation vers les intérêts des citoyens du monde entier, et spécialement envers les Africaines et les Africains.

Informations :

Les inscriptions, pour participer au IVème Forum Social Mondial de la Santé et de la Sécurité Sociale se feront sur internet, sur le site :

www.fsms.org.br

La participation est gratuite. D'autres informations, comme les hôtels, le programme du Forum, les caractéristiques du pays sont disponibles sur le site.

Date : 3-6 février 2011
Pays : Sénégal, Afrique

Téléphone : + 55 54 3313 6327
email : fsms@fsms.org.br
saude@ceap.rs.org.br

Secrétariat Exécutif du Forum Social
de la Santé et de la Sécurité Sociale
www.fsms2011.org

Centre d'Education et d'Assistance Populaire CEAP (Br)
www.ceap-rs.org.br